

suit : "Ce que le gouvernement propose aujourd'hui a du bon, [mais] le Canada doit être prêt à faire davantage, et plus vite encore." Entre autres mesures que pouvait prendre le gouvernement, il a cité l'interdiction de tout nouvel investissement, le retrait des investissements déjà en place, la rupture des relations diplomatiques et l'application obligatoire des mesures volontaires<sup>46</sup>. Le chef du Parti libéral, M. Turner, a déclaré que

"la valeur des achats réalisés par le gouvernement canadien auprès de l'Afrique du Sud était inférieure à un million de dollars. Les attachés sud-africains bannis vivent déjà aux États-Unis, et l'interdiction de promouvoir le tourisme en Afrique du Sud n'a pas non plus le moindre poids économique. Ces mesures [ne visent aucunement] nos 230 millions de dollars d'importation en provenance de l'Afrique du Sud ni nos 150 millions d'exportation à destination de ce pays, pas plus qu'elles [ne touchent] les investissements canadiens là-bas.

Sachant que l'état d'urgence a été décrété aujourd'hui en Afrique du Sud, pourquoi le gouvernement canadien n'a-t-il pas annoncé des mesures sérieuses et s'est-il contenté de ce que l'on pourrait qualifier de geste creux ?"<sup>47</sup>

La députée néo-démocrate Pauline Jewett avait déjà soulevé plusieurs de ces questions. Son parti, a-t-elle dit, se réjouissait du fait que "le gouvernement actuel, contrairement à ceux qui l'ont précédé, est prêt à faire preuve de fermeté... [mais] nous estimons que le gouvernement canadien n'agit pas avec autant de fermeté que la situation l'exige". Mme Jewett a incité le gouvernement à convoquer une réunion du Commonwealth avant la date prévue en août<sup>48</sup>.

Le lendemain, en Chambre, l'Opposition a relancé le gouvernement pour qu'il prenne des mesures plus strictes<sup>49</sup>. C'est également le 13 juin qu'à la demande du député libéral Lloyd Axworthy, la Chambre a tenu un débat spécial sur la dégradation de la situation en Afrique du Sud. Pendant le débat, M. Axworthy a proposé que le Canada catalyse les

<sup>46</sup> Débats de la Chambre des communes, 12 juin 1986, p. 14270.

<sup>47</sup> Ibid., p. 14295.

<sup>48</sup> Ibid., p. 14271.

<sup>49</sup> Débats de la Chambre des communes, 13 juin 1986, pp. 14362-14366.